



p r i o r i t é s
Budget 2008

20 Les priorités budgétaires en 2008 08



Sécurité des biens et des personnes, réponses aux défis tant de la sécurité quotidienne que des grandes catastrophes, garantie des libertés publiques, préparation de l'avenir économique et social de l'outre-mer, renouveau du partenariat de l'Etat et des collectivités territoriales, telles sont les principales missions du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Les services et personnels que j'ai l'honneur de diriger depuis mai 2007 disposeront dans le projet de budget pour 2008 des moyens nécessaires à leur action pour réaliser chacune.

Dans le domaine de la protection de nos concitoyens, la qualité de nos réponses suppose un recours accru aux technologies les plus modernes. Personnels davantage qualifiés, fidélisés, mieux rémunérés, accent marqué sur la valeur ajoutée technologique, telle est la combinaison des moyens que j'entends utiliser pour faire de ce ministère une référence de modernité et d'efficacité.

Le regroupement du ministère de l'Outre-mer avec le ministère de l'Intérieur voulu par le Président de la République est un signe de l'importance accordée aux besoins de nos territoires ultra-marins. Ma responsabilité est de renforcer le développement économique de chacun d'eux, quel que soit son statut, en nous appuyant sur ses atouts, ses productions, les technologies adaptées au développement durable et surtout son potentiel humain. Le projet de budget accorde ainsi une attention particulière au logement social et à la formation.

Ministre en charge des Collectivités, il me revient d'établir entre elles et l'Etat un nouveau partenariat. Dans le cadre d'une responsabilité partagée sur la maîtrise des finances publiques, le projet de budget prévoit que les concours financiers de l'Etat seront indexés pour la première fois sur l'inflation. Pour la DGF les modalités de calcul seront maintenues, afin de donner le temps nécessaire aux adaptations. Parallèlement, une meilleure prise en compte des préoccupations des collectivités sera assurée dans le cadre d'une structure de concertation permanente.

L'année 2008 est porteuse de nombreuses innovations pour le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales : mise en œuvre des nouveaux périmètres ministériels – rattachement du secrétariat d'Etat à l'Outre-mer au ministère, création du ministère de l'Immigration, de l'Identité nationale et du Co-développement - ; nouvelle loi d'orientation et de la programmation pour la sécurité intérieure ; loi programme sur les zones franches globales d'activité ; montée en puissance de l'Agence nationale des titres sécurisés ; présidence française de l'Union européenne au cours du second semestre ; création de la direction des affaires stratégiques et d'un porte-parole, mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) ...

Le projet de budget 2008 place le ministère sur la trajectoire d'une efficacité renforcée. Les personnels du ministère, réputés pour leur sens de l'Etat et toujours disposés à améliorer leur maîtrise professionnelle, pourront ainsi aborder leurs nouveaux rendez-vous avec confiance.

Michèle ALLIOT-MARIE

Sécurité : Police nationale, Gendarmerie nationale

Accroître l'efficacité, un objectif prioritaire

Quatre priorités opérationnelles pour une sécurité renforcée :

■ **Améliorer le taux de résolution des crimes et des délits, en consolidant la baisse de la délinquance générale :**

- porter le taux d'élucidation à 35 % au moins, avec un objectif de 40 % à l'horizon 2009-2010

- faire baisser le nombre de crimes et délits constatés d'au moins 2 %

- atteindre une baisse de la délinquance de voie publique de 5 %

■ **Intensifier la lutte contre le terrorisme.**

■ **Améliorer les résultats en matière de lutte contre le travail illégal et contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de lutte contre l'immigration clandestine.**

■ **Accroître la sécurité routière, en faisant baisser le nombre de tués d'au moins 2 %.**

Une plus grande valeur ajoutée technologique au service de l'activité policière

Après l'achèvement de la LOPSI, intégralement mise en œuvre, le budget 2008 de la Police nationale marque une nouvelle étape. Mettant l'accent sur la modernisation technologique pour optimiser la présence sur le terrain et renforcer les moyens d'investigation, il amorce la future loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure.

■ **L'accélération technologique :**

mutualisation des moyens aériens avec la Gendarmerie nationale ; déploiement du système ARIANE dans tous les départements métropolitains ; modernisation des centres d'information et de commandement de cinq nouveaux départements ; déploiement du système de Lecture automatique des plaques d'immatriculation (LAPI) ;

■ **La protection et l'équipement des fonctionnaires face aux nouvelles menaces :** déploiement des armes à létalité réduite ; équipement de véhicules en terminaux embarqués ;

■ **Le développement des capacités d'investigation de la Police nationale :** modernisation des fichiers des empreintes digitales (FNAED) et génétiques (FNAEG) ; réimplantation des laboratoires de la police scientifique de Paris.

Une gestion modernisée pour une dépense plus efficace

Plus moderne dans ses moyens, la Police le sera aussi dans sa gestion, avec des investissements axés sur les priorités, des achats externalisés ou mutualisés, des ressources mieux affectées.

■ **L'effort se poursuit sur l'investissement immobilier :** lancement des opérations immobilières du pôle scientifique en région parisienne ; livraison des extensions de 4 CRA dont 3 outre-mer ; livraison, notamment, des hôtels de police de Troyes, de Pointe-à-Pitre et d'Albi ; mise en chantier des hôtels de police du Havre, de Saint-Pierre de la Réunion, de Paris-17ème ; relogement de l'institut national de formation des personnels administratifs, techniques et scientifiques ;

■ **La rationalisation de la politique d'achat :** externalisation de l'habillement, mutualisation des marchés notamment avec la Gendarmerie nationale ;

■ **La rénovation du dialogue de gestion 2008,** visant à mieux articuler les objectifs fixés et les ressources allouées dans la perspective de la révision générale des politiques publiques.



Sécurité : Police nationale, Gendarmerie nationale

Accroître l'efficacité, un objectif
prioritaire

Une reconnaissance accrue pour les hommes et les femmes de la police

Dans la continuité du protocole « corps et carrières » de 2004, le budget 2008 marque de nouveaux progrès dans la reconnaissance de l'effort et la récompense des résultats.

■ **Un changement majeur pour les officiers : le passage à un régime de cadres :** contrepartie indispensable des responsabilités croissantes dévolues aux officiers de police, le régime de cadres se traduira par une revalorisation indiciaire, tandis que le stock d'heures supplémentaires qu'ils ont accumulé sera indemnisé à hauteur de 10M€.

■ **Le renforcement de l'encadrement intermédiaire :** 100 nouveaux postes de responsables d'unités locales de police, 485 de brigadiers-majors, 2 300 de brigadiers.

■ **L'importance accrue des personnels administratifs, techniques et scientifiques :** pour accompagner le renforcement technologique de la police et renforcer sa présence sur le terrain, le nombre des personnels administratifs, techniques et scientifiques augmente de près de 700, dont 125 scientifiques.

■ **La consolidation de la culture de la performance :** le montant de la prime de résultats exceptionnels est porté à 25 M€, soit une multiplication par 5 depuis 2004.

■ **Un accompagnement renforcé des fonctionnaires :** pour renforcer la fidélisation en Ile-de-France et faciliter l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle des fonctionnaires, 500 nouveaux logements sont réservés et 100 places de crèche créées.

La gendarmerie nationale au cœur de la sécurité intérieure

Pour l'exercice de ses missions de sécurité intérieure, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales est responsable de l'emploi de la gendarmerie nationale.

Forte de sa présence sur l'ensemble du territoire, sûre de pouvoir compter sur la disponibilité des hommes et des femmes qui la composent, riche de ses expertises, la gendarmerie devra, en 2008, poursuivre son effort de modernisation, en ajustant son organisation et en développant des technologies nouvelles. Elle suscitera les évolutions juridiques et techniques qui lui permettront de mettre en œuvre des outils performants d'analyse criminelle, d'alléger et de dématérialiser les procédures, de rationaliser les fonctions de soutien.

Enfin, elle préparera, en lien étroit avec la police nationale, la future loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, qui donnera une nouvelle impulsion à la mutualisation des moyens des deux forces.



Administration centrale et territoriale

Assurer la permanence de l'Etat,
améliorer la performance de
l'administration

Tirer pleinement parti du nouveau périmètre ministériel tout en respectant les spécificités de l'outre-mer, faire des préfectures le fer de lance de la réforme de l'administration territoriale, mieux impliquer les fonctionnaires en améliorant les perspectives de carrière : le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales confirme sa place aux avants-postes de la modernisation de l'Etat et s'engage sans réserve dans la révision générale des politiques publiques.

Tirer pleinement parti du nouveau périmètre ministériel tout en respectant les spécificités de l'outre-mer

■ L'intégration de l'Outre-mer s'effectue avec la volonté de mutualiser les fonctions de gestion tout en respectant les spécificités de l'outre-mer. La mission Outre-mer conserve deux programmes qui retracent les interventions de l'Etat au bénéfice des conditions de vie et du logement outre-mer, ainsi qu'une partie de la politique de l'emploi outre-mer.

La création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement se traduit par une réallocation de moyens, 110 emplois de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques rejoignant sa nouvelle administration.

Enfin, la montée en puissance de l'Agence nationale des titres sécurisés assurera le développement des futurs titres biométriques. Ceux-ci permettront de garantir et de protéger l'identité de chaque citoyen, tout en simplifiant ses relations avec l'administration.

Faire des préfectures le moteur de la réforme de l'Etat territorial

■ Trois chantiers de réforme de l'administration territoriale de l'Etat seront mis en œuvre en 2008. Le regroupement des crédits de fonctionnement de l'ensemble des services dé-

concentrés sera expérimenté dans le Lot et, en Guadeloupe, pour la préfecture déléguée de St Martin et St Barthélemy. La régionalisation des budgets opérationnels de programme des préfectures sera généralisée à tout la métropole à l'exception de l'Ile-de-France. Enfin, deux régions – Pays-de-la-Loire et Haute-Normandie – expérimenteront à partir de juillet 2008 le futur système d'information comptable et financier de l'Etat, Chorus.

Mieux impliquer les fonctionnaires en améliorant les perspectives de carrière

■ Le ministère poursuit les efforts engagés dans le cadre de la directive nationale d'orientation et participe à l'effort de maîtrise de l'emploi public. A ce titre, 582 emplois seront supprimés dans le périmètre de la mission Administration générale et territoriale de l'Etat.

Les mesures indemnitaires et catégorielles mises en œuvre permettront d'accroître l'attractivité des métiers de l'intérieur, de mieux prendre en compte les résultats individuels et collectifs, et de rapprocher progressivement le régime indemnitaire du corps préfectoral de celui de l'administration centrale.

Le plan de requalification et de repyramidage des emplois, qui vise à doubler le nombre des promotions au bénéfice notamment des agents de catégorie C jusqu'en 2010, sera poursuivi. Ces requalifications concerneront au total près de 10 000 agents sur cinq ans et seront suivies d'un effort de formation qui permettra de mieux accompagner les évolutions professionnelles, avec des perspectives élargies par la fusion des corps.



Administration centrale et territoriale

Assurer la permanence de l'Etat,
améliorer la performance de
l'administration

Un programme interministériel pour une action locale plus efficace : le Programme des interventions territoriales de l'Etat

Le Programme des interventions territoriales de l'Etat (PITE), rattaché à la mission Politique des territoires, a été créé pour expérimenter les conditions dans lesquelles la mise à disposition d'une enveloppe unique de crédits aux préfets permettrait d'accélérer la réalisation de plans gouvernementaux caractérisés par trois critères : un enjeu territorial majeur, la coordination d'une pluralité de programmes, et la rapidité d'action.

Il regroupe 44 M€ autour de sept actions adossées à des plans interministériels territorialisés, bénéficiant d'une inscription initiale au PITE de 3 ans (2006/2008).

■ **L'action 1**, " Le Rhin et la bande rhénane " vise à améliorer l'efficacité du transport fluvial, la maîtrise des risques liés à l'inondabilité et à la navigation, à préserver la biodiversité et à développer les projets transfrontaliers.

■ **L'action 2**, " Eau - Agriculture en Bretagne " s'attache à améliorer la qualité de l'eau en incitant les agriculteurs et les autres acteurs économiques à supprimer les atteintes à l'environnement et à respecter les normes européennes. L'enjeu spécifique de l'année 2008 porte sur la mise en œuvre du « plan nitrates » notifié à la Commission européenne le 10 mai 2007. Ce plan exceptionnel, mobilisant 65 M€ sur 5 ans doit permettre cette mise à niveau d'ici au 31 décembre 2009.

■ **L'action 3**, "Plan Loire grandeur nature", poursuit la mise en œuvre d'un développement durable et intégré du bassin hydrographique de la Loire. L'enjeu de l'année 2008 est la montée en puissance du contrat de projet interrégional et du Programme opérationnel interrégional européens qui structurent pour la période 2007/2013 la troisième phase du Plan Loire.

■ **L'action 4**, met en œuvre le " Programme exceptionnel d'investissements en Corse " qui vise à combler les retards de développement de l'île à partir d'une mise à niveau de ses équipements publics structurants. Après 2007, année de transition, l'année 2008 sera la première année pleine d'exécution de la deuxième convention d'application du programme exceptionnel d'investissements. La deuxième convention, signée le 3 mai 2007, se traduit par un montant global de 1051 M€ d'opérations sur 7 ans (2007/2013).

■ **L'action 5**, " Filière bois " Limousin-Auvergne, entend accompagner la modernisation et la compétitivité de l'outil industriel en dynamisant la récolte forestière et en recherchant une valorisation optimale du bois et de ses co-produits.

■ **L'action 6**, " Plan d'action gouvernemental pour le marais poitevin " entend préserver ce patrimoine naturel en combinant la mise en œuvre d'un site " Natura 2000 ", d'une opération " grand site " et la reconquête du label de parc naturel régional (PNR).

■ **L'action 7**, " Plan Durance multi usages ", vise à inscrire le territoire de la Durance dans une politique de développement durable de manière à établir un nouveau partage de la ressource en eau entre les usages anciens (hydro-électricité, alimentation en eau agricole, industrielle et urbaine) et les usages émergents (prévention des inondations, restauration des milieux, tourisme).



La Sécurité Civile

Des moyens optimisés pour une réponse aux risques toujours mieux adaptée

Mettre à disposition des préfets et de la chaîne des secours, dans les meilleures conditions d'efficacité, de disponibilité et de coût, des moyens à haute valeur ajoutée opérationnelle, humaine et matérielle ; assurer une réponse coordonnée des secours pour répondre à des risques de plus en plus complexes, tout en favorisant les investissements de mutualisation : telles sont en 2008 les priorités de la sécurité civile.

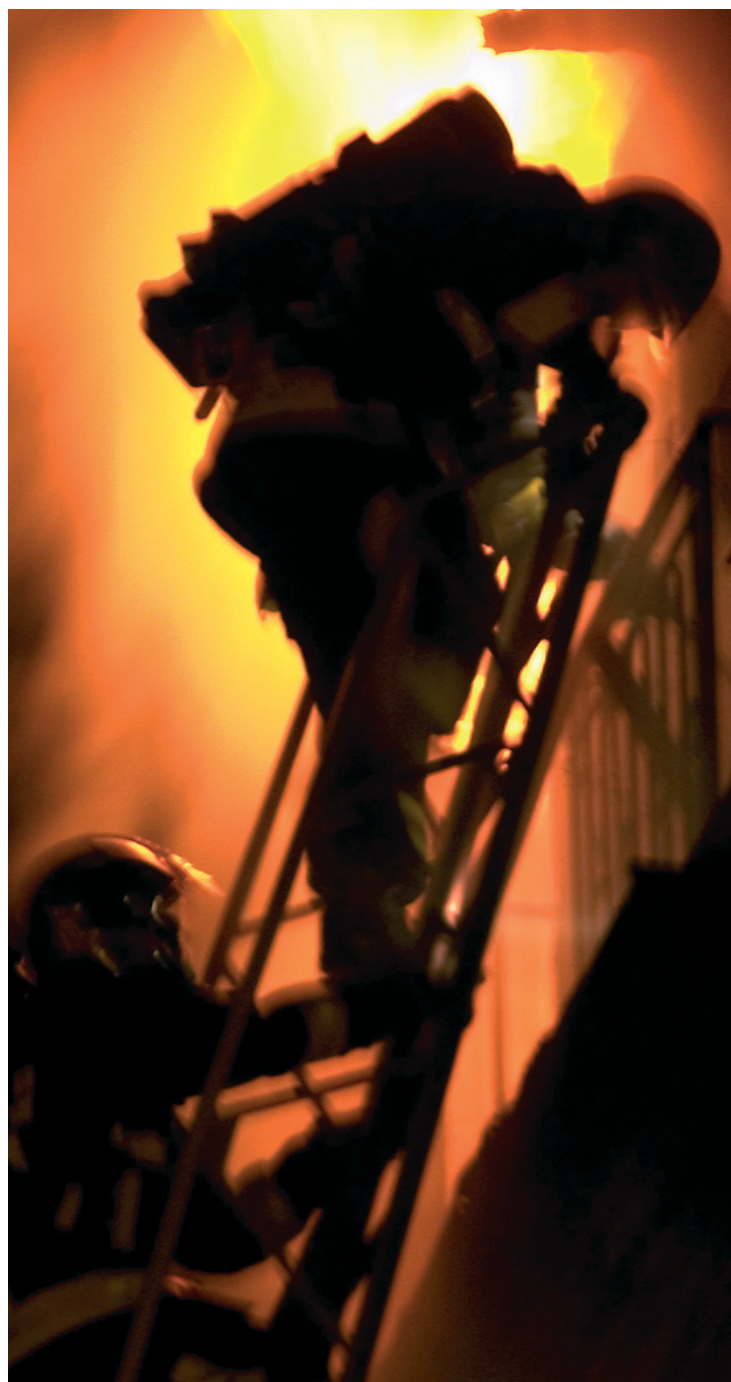
Moderniser les équipements structurants et mutualisés

■ A travers le projet ANTARES, le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales donne une nouvelle impulsion à sa mission de coordination des acteurs de la sécurité civile. Ce projet, qui assure l'interopérabilité des réseaux de communication de tous les services publics concourant aux missions de sécurité civile, et s'adosse au réseau ACROPOL de la police nationale, entre désormais dans sa phase active. 42 sites seront équipés en 2008. Financé, en concertation avec les collectivités territoriales, grâce à l'affectation d'une partie du fonds d'aide à l'investissement des SDIS, ce projet traduit la volonté de l'Etat de concentrer ses interventions sur les grands projets structurants.

Renforcer le traitement des risques multifformes

■ Susceptibles d'être projetés à tout moment pour renforcer la chaîne des secours, appelés à protéger populations et institutions, les moyens nationaux de la sécurité se doivent de s'adapter constamment à l'évolution des risques. En 2008, l'accent sera mis sur la réponse aux risques naturels et technologiques et de lutte anti-terroriste.

Ainsi, dans le cadre de la sixième et dernière tranche de son plan de modernisation, la brigade des sapeurs pompiers de Paris bénéficiera de la mise en place d'une troisième chaîne de décontamination, afin de mieux faire face à la menace NRBC. Le service du déminage poursuivra le programme de modernisation de ses matériels spécialisés d'intervention NRBC par l'acquisition de tenues de protection et de robots d'intervention sur engins suspects.



La Sécurité Civile

Des moyens optimisés pour une
réponse aux risques toujours
mieux adaptée

■ Moderniser le réseau des centres de déminage, mutualiser les implantations locales, améliorer les conditions de vie des personnels des formations militaires : la programmation immobilière de 2008 donne la priorité à la performance opérationnelle.

Le plan de remise à niveau des emprises des centres de déminage se poursuit. En 2008, la construction des centres de déminage de Châlons-en-Champagne, de Metz et la réhabilitation du site de stockage de Lyon sont programmées. La livraison de ces 3 projets devrait être effective pour 2009. Le regroupement sur un même site de la base d'hélicoptères et du centre de déminage de Bastia permettra de réduire le coût des travaux par la mutualisation de certaines installations. Enfin, trois opérations permettront une rénovation en profondeur des conditions d'implantation de l'UIISC BRIGNOLES, au bénéfice des militaires qui y participent notamment à la protection de la forêt méditerranéenne.



Outre-mer

Créer les conditions d'un développement économique endogène, assurer une réelle égalité des chances

Unité de l'administration territoriale, mutualisation des fonctions de gestion, respect des spécificités de l'outre-mer : la nouvelle architecture ministérielle traduit la volonté d'une gestion efficace au bénéfice de priorités réaffirmées.

C'est dans ce nouveau cadre que s'inscrira la loi de programme pour l'outre-mer. Pour sa préparation, des échanges auront lieu dans chaque département d'outre-mer sous l'égide des Préfets. Le projet ainsi complété sera transmis aux autorités européennes et aux collectivités territoriales concernées. Le projet de loi sera présenté en conseil des ministres avant la fin de l'année.

Développer l'excellence des activités économiques

■ L'action engagée depuis quelques années pour lever les obstacles à l'embauche porte ses fruits : l'emploi salarié a progressé quatre fois plus vite dans les DOM qu'en métropole, soit près de 6 % en 2006. Pour autant le niveau du chômage est inacceptable, et le développement des activités productives reste la priorité.

La loi de programme renforcera la compétitivité de l'économie et des entreprises domiennes en privilégiant pour chacun des départements leurs qualités spécifiques. La création des zones franches globales d'activité donnera le départ d'une nouvelle étape du développement économique de l'outre-mer en proposant leur adaptation.

Relancer le logement social

■ Le logement, en particulier le logement social, exige un effort soutenu, dans la durée. Le PLF 2008 marque la première étape d'une

relance avec une augmentation des autorisations d'engagement et des crédits de paiement. Les préconisations de la Conférence nationale pour le logement outre-mer, notamment la réorientation de la défiscalisation vers le logement social et intermédiaire, seront mises en œuvre en 2008, ainsi qu'un effort nouveau de maîtrise du foncier et de résorption de l'habitat insalubre.

Financer en priorité les projets structurants

■ Le PLF 2008 soutiendra, avec 123 M€ d'AE, la nouvelle génération des contrats de projets dans les DOM et des conventions de développement dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Wallis et Futuna ou en Polynésie française. Ils appuieront le développement économique équilibré des collectivités et la réalisation des projets d'équipement sociaux, d'infrastructures et de compétitivité des entreprises, favoriseront également l'innovation, avec le financement de la recherche ou de l'université, la couverture numérique des territoires. L'Etat maintiendra son effort de rattrapage des investissements d'infrastructures (eau, assainissement, énergie).



Outre-mer

Créer les conditions d'un développement économique endogène, assurer une réelle égalité des chances

Aider les Collectivités territoriales à assumer pleinement leurs compétences

■ Le partenariat avec les collectivités territoriales se donne pour objectif de les aider à assumer pleinement les compétences qui leur sont données par la loi, en tenant compte aussi bien de leurs besoins spécifiques que de la nécessité de favoriser leur insertion dans leur environnement régional, notamment par des actions de coopération ciblée ou de co-développement. L'Etat favorise l'investissement des communes au travers de fonds globalisés (FIP Mayotte, FIP de la Polynésie française, DGDE) et compense les transferts aux collectivités territoriales de compétences spécifiques au travers de la DGC tant pour la Nouvelle Calédonie que pour la Polynésie française (création 2008).



Relations avec les collectivités territoriales

Avancer vers un nouveau pacte

Un objectif commun : la maîtrise de la dette publique

■ Conformément aux engagements pris pendant la campagne présidentielle, l'objectif du Gouvernement est de revenir à l'horizon 2012, et même dès 2010 si la croissance le permet, à une dette inférieure à 60 points de PIB et à un solde public équilibré. Il s'agit de se préparer dès aujourd'hui aux enjeux du vieillissement de la population, et de restaurer des marges de manœuvre suffisantes pour favoriser la croissance et l'équité sociale et intergénérationnelle.

Le moyen : la maîtrise des dépenses publiques ; la condition du succès : la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et notamment des collectivités locales

■ Dans ce cadre, la dépense publique devra progresser, dans son ensemble, environ deux fois moins vite que ces dix dernières années, soit d'un peu plus de 1% en volume par an. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la dépense publique ; les collectivités territoriales sont concernées autant comme acteur de la dépense publique qu'au titre des concours financiers de l'Etat.

Le projet de loi de finances pour 2008 propose, dans le prolongement des travaux effectués lors des deux dernières Conférences nationales des finances publiques, que les dotations constituant le « contrat de croissance et de solidarité » évoluent désormais au rythme de l'inflation. Le même effort sera ainsi appliqué tant aux dotations de l'Etat aux collectivités locales qu'aux dépenses de l'Etat lui-même, c'est-à-dire une croissance zéro en volume.

■ Les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, axe transversal de la révision générale des politiques publiques.

Ce nouveau pacte suppose de permettre aux collectivités d'exercer leurs compétences de manière plus libre, plus efficace et plus simple, en accroissant leurs marges de manœuvre dans l'exercice de leurs compétences transférées et en réduisant le volume des normes qui leur est imposée. C'est dans cet esprit que les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales constituent un des quatre chantiers transversaux de la révision générale des politiques publiques.

Prendre et tenir quatre engagements en 2008

■ Stabiliser les transferts de compétences aux collectivités :

Le PLF 2008 continue à tirer les conséquences budgétaires de la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Initié en 2007, le transfert des TOS de l'éducation nationale se poursuit tandis que commence le partage des services des directions départementales de l'équipement. Conformément aux orientations fixées par le Président de la République, une pause sera désormais observée dans l'octroi de nouvelles compétences, sauf exceptions de simplification ou d'expérimentation.

■ Préserver la dotation globale de fonctionnement :

Si l'indexation du contrat de croissance et de solidarité est modifiée, celle de la DGF demeure inchangée et prend en compte non seulement l'inflation prévisionnelle pour 2008 mais également 50 % du taux de croissance du PIB en 2007. Elle progressera donc de 2,08 % soit de 817,2 M€, dont 463,6 M€ pour les communes et leurs groupements, 245,2 M€ pour les départements et 108,4 M€ pour les régions.

Relations avec les collectivités territoriales

Avancer vers un nouveau pacte

■ Renforcer la péréquation financière :

Les montants de la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et de la Dotation de solidarité rurale (DSR) sont fixés par le comité des finances locales. Toutefois, la loi de programmation pour la cohésion sociale a prévu que la DSU augmentera d'au moins 24 % de la croissance de la DGF des communes. Elle s'élèvera donc en 2008 au minimum à 1,093 Md€ et progressera ainsi d'au moins 9,43 % par rapport à 2007. La croissance de la DGF rendra possible un effort comparable pour la DSR..

■ Créer un fonds au profit des collectivités victimes de catastrophes naturelles locales :

En cas de catastrophes naturelles de grande ampleur, la solidarité nationale s'exprime par l'attribution de subventions de l'État qui contribuent à la réparation des dégâts causés sur les biens non-assurables de ces collectivités locales. Toutefois, ce dispositif d'appel à la solidarité nationale, par nature exceptionnel, ne trouve pas à s'appliquer dans le cas de sinistres plus localisés, ce qui laisse les collectivités concernées, et notamment les plus petites, face à d'importantes difficultés. C'est pour répondre à ces cas de figure que sera créé un fonds de solidarité propre aux collectivités territoriales et à leurs groupements, doté de 20 M€ par an.

De nouveaux lieux de dialogue pour un nouveau Pacte.

Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, le Premier ministre a confié à M. Lambert, ancien ministre, sénateur de l'Orne, une mission consacrée aux relations entre l'État et les collectivités territoriales. Elle devra en particulier examiner les redondances et enchevêtrements de compétences qui nuisent à la transparence et à l'efficacité de l'action publique, et proposer une organisation des relations financières entre l'État et les collectivités territoriales qui permette de tenir compte de la solidarité indispensable à un pilotage efficace des finances publiques.

La Conférence nationale des exécutifs, que le Premier ministre présidera personnellement, réunira les grandes associations d'élus et permettra aux collectivités locales d'être davantage impliquées dans le pilotage des politiques publiques, par une concertation en amont de l'édiction des normes qui les concernent.



Budget 2008

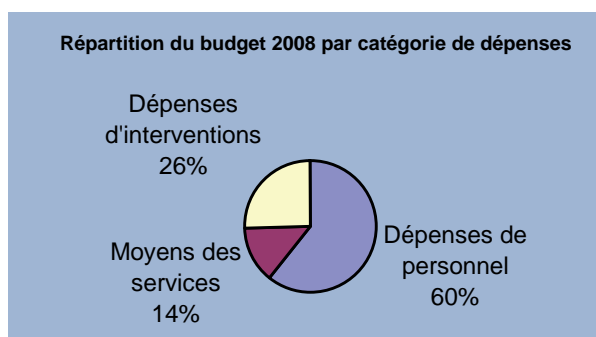
Au coeur de la modernisation de l'Etat

Le budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales atteindra en 2008 15,45 Md€ ; le plafond d'emploi ministériel, exprimé en équivalents temps plein travaillés, s'élèvera à 190 570 postes.

Budget 2008 : les chiffres clés



* y compris administration centrale, préfectures et hauts-commissariats de l'outre-mer



Budget 2008 : les priorités

■ Police nationale : quatre priorités opérationnelles pour une sécurité renforcée.

- Améliorer le taux de résolution des crimes et délits, en consolidant la baisse de la délinquance générale.
- Intensifier la lutte contre le terrorisme.
- Améliorer les résultats en matière de lutte contre le travail illégal et contribuer au respect des objectifs gouvernementaux en matière de lutte contre l'immigration clandestine.
- Accroître la sécurité routière.

■ Administration générale et territoriale de l'Etat : trois enjeux pour une administration plus efficace au service des libertés et de l'efficacité publiques.

- Tirer pleinement parti du nouveau périmètre ministériel tout en respectant les spécificités de l'outre-mer.
- Faire des préfectures le moteur de la réforme de l'administration territoriale.
- Mieux impliquer les fonctionnaires en améliorant les perspectives de carrière.

■ Sécurité civile : trois principes d'action pour mieux répondre à tous les risques.

- Moderniser les équipements structurants et mutualisés.
- Renforcer le traitement des risques multiformes.
- Répondre en priorité aux besoins immobiliers opérationnels.

■ Outre-mer : quatre priorités pour renforcer la compétitivité et renforcer une réelle égalité des chances.

- Développer l'excellence des activités économiques.
- Relancer le logement social.
- Financer en priorité les projets structurants.
- Aider les collectivités territoriales à assumer pleinement leurs compétences.

■ Collectivités territoriales : quatre engagements pour poser les fondations d'un nouveau pacte.

- Stabiliser les transferts de compétences aux collectivités.
- Préserver la dotation globale de fonctionnement.
- Renforcer la péréquation financière.
- Créer un fonds au profit des collectivités victimes de catastrophes naturelles locales.

